



EURO-MEDITERRANEAN HUMAN RIGHTS NETWORK
RÉSEAU EURO-MÉDITERRANÉEN DES DROITS DE L'HOMME
الشبكة الأوروبية - المتوسطية لحقوق الإنسان

P I C U M
PLATFORM FOR INTERNATIONAL COOPERATION ON
UNDOCUMENTED MIGRANTS

e n R
European Network Against Racism
Réseau européen contre le racisme
Europäisches Netz gegen Rassismus

migreeurop

20 février 2011

- COMMUNIQUE COLLECTIF -

PERSECUTION DE D.POLYCARPOU, DEFENSEUR DES DROITS DE L'HOMME,

VIOLATION DES DROITS DES MIGRANTS:

LA CAPACITE DE CHYPRE A ASSURER LA PRESIDENCE DE L'UE EN QUESTION

M. Doros Polycarpou, Directeur Exécutif de KISA, est poursuivi pour "émeutes" à la suite des événements tragiques du 5 novembre 2010 lors du Rainbow Festival à Larnaca (Chypre). Le festival interculturel organisé par KISA avec le soutien des autorités chypriotes et européennes a été pris pour cible par des participants à une manifestation raciste et ultra-nationaliste menée contre les migrants et les réfugiés. La police n'a pas pris les mesures nécessaires permettant d'éviter une confrontation pourtant prévisible, et plusieurs festivaliers ont été gravement blessés. L'un d'entre eux a été poignardé. Aucune enquête indépendante n'a été conduite depuis lors, qu'il s'agisse du comportement des forces de police ou des actes de violence graves commis sur place. Il est très préoccupant qu'à l'inverse, des poursuites aient été engagées par les forces de police contre M. Polycarpou, accusé à tort d'être l'instigateur de violences alors qu'il tentait de protéger les festivaliers non-violents.

Nous considérons ce procès comme une énième manifestation d'hostilité contre KISA pour l'empêcher de défendre les droits fondamentaux des migrants. Ces poursuites juridiques montrent par ailleurs l'échec des autorités chypriotes à faire respecter les principes internationaux des droits de l'Homme¹, le droit européen², et mettent en doute la capacité de Chypre à assurer la présidence de l'UE en juillet 2012.

Malgré nos échanges avec les autorités chypriotes, de fortes inquiétudes demeurent concernant la nature partielle des preuves soumises au Procureur Général et l'injustice de ce procès³. La persécution dont KISA fait l'objet a eu des conséquences importantes sur sa capacité à soutenir les migrants dont la situation reste critique: accès aux droits et aux services fortement restreint, absence de recours juridique effectif dans la procédure d'asile, décisions illégales de privation de liberté, exploitation évidente sur le lieu de travail, expulsions au mépris des risques de persécution.

Dans la perspective de la présidence chypriote du Conseil de l'UE dès juillet 2012, il est crucial que les autorités chypriotes respectent le droit international et européen et s'assurent que des mesures effectives soient prises pour punir toute expression de racisme. Il est également urgent et de la plus haute importance que Chypre amende le cadre juridique national sur l'immigration et l'asile et abandonne toute pratique en violation des droits des migrants et des défenseurs de leurs droits.

En conséquence, les organisations et personnes individuelles soussignées appellent les autorités à:

- Lever les charges contre Doros Polycarpou;**
- Mettre une fin immédiate à la criminalisation dont KISA fait l'objet**
- Garantir aux migrants un accès à leurs droits ainsi que le prévoit le droit européen;**
- Assurer aux ONG la possibilité de soutenir les migrants dans la défense de leurs droits en leur donnant accès aux ressources nécessaires**

Contact presse: Nicola Flamigni, nicola.flamigni@picum.org / Tel: +32(0)22101780

¹ Voir [Convention des Nations Unies sur les droits civils et politiques](#) et [Résolution de l'Assemblée Générale des Nations Unies 53/144](#) sur les défenseurs des droits de l'Homme.

² Voir les rapports 2010 et 2011 de l'Observatoire pour la Protection des Défenseurs des Droits de l'Homme ; Communiqués en soutien à KISA par [Migreeurop](#) et [Frontline Defenders](#).

³ Voir communiqués de presse de la délégation lors des missions des [21-22 juillet](#) et des [12-13 décembre](#) 2011.